



Contribution de Jean RENARD

renard.jean@numericable.fr

Réflexions automnales

Après les réflexions estivales, quelques remarques sur les affaires en cours récoltées dans la presse locale.

Le dossier du SCOT

1 300 pages à compiler et analyser ! C'est se moquer du monde. Qui lira le tout ? Les élus, j'en doute, les commissaires sans doute, et encore, et puis qui ? Un bel exemple d'enfumage ! Toutefois, bon nombre de membres du conseil ont publié des textes et fait part des problèmes soulevés par les conclusions du SCOT. Il y a eu une réelle mobilisation.

Est ce que tout cela va se perdre ou bien le Conseil de développement va-t-il reprendre officiellement les aspects mis en valeur dans ces contributions et les porter à connaissance des élus de la communauté urbaine, des commissaires enquêteurs, de l'administration ? Ce serait à mon sens nécessaire. Sinon à quoi servons nous et où est l'idée émise par notre Président d'être "le poil à gratter" ou mieux d'être un lieu d'échanges et de propositions sur les questions difficiles et "clivantes" ? Sinon nous ne sommes que le lieu d'enregistrement des décisions des élus.

À force d'être "bisounours", on sera considéré comme un simple rouage allant dans le sens des élus en place. C'est pourquoi, personnellement, je trouve que le récent discours de notre président auprès des élus de la communauté urbaine a été trop lisse. Il faut être plus incisif et rappeler qu'il y a des questions qui fâchent sur lesquelles des membres du Conseil ne sont pas d'accord. Par exemple, le périmètre du SCOT.

Dans ce SCOT et les projets de grande infrastructure (aéroport et CHU), on ne tient pas compte des coûts induits, notamment de desserte (il faut des routes nouvelles, des trams train, des lignes de bus en site propre, etc...), voire des déménagements d'entreprises existantes ou des démolitions. Or, les coûts de ces accompagnements nécessaires sont comme oubliés ou occultés. Où est le jeu de la transparence et de la démocratie ?

L'étude de l'AURAN sur la taille des familles

La récente étude de l'AURAN sur la taille des familles dans la communauté urbaine met à mal l'idée reçue qu'une famille c'est un papa, une maman et au moins deux enfants... À lire les statistiques, 70% des familles de notre métropole dérogent à ce modèle et ne comptent qu'une ou deux personnes !

La transparence

Le président Grosvalet ne semble pas être l'homme de la transparence, même si, comme notre Président de la République, il a éprouvé le besoin de s'épancher dans un ouvrage. À l'écouter, il aurait déclaré à propos du projet d'ouverture d'un collège à Varades : " Ce dossier n'avait pas vocation à être mis sur la place publique ! ".

L'ouverture d'un collège doit donc se faire à l'abri des citoyens. Ceux-ci n'ont pas voix au chapitre ? Laisser faire nos élus, il n'y a rien à voir, ils sont les seuls aptes à savoir ce qu'il faut faire. C'est oublier toutes les luttes des associations citoyennes pour l'ouverture de nouveaux établissements.

Le train Nantes-Rennes

En ce qui concerne le train Rennes-Nantes, le débat reprend, nous dit Ouest-France du 18 octobre. Qu'est-ce à dire ? Les conclusions et les avis exprimés par les habitants ne sont pas en phase avec les vœux des ingénieurs ?

Ces derniers sont partisans d'une nouvelle voie (LGV) utilisable par les TGV. Son coût serait considérable, chacun le sait. On ne veut pas entendre raison et utiliser l'existant, faire des économies. Pas de recyclage, il nous faut du neuf, quitte à massacrer les paysages et les structures des exploitations agricoles. Or, il existe un tracé via Châteaubriant, récemment remis en valeur dans sa partie sud. Il suffit de quelques mètres de rails en gare de Châteaubriant pour à nouveau relier les deux tronçons. Sans doute n'est-ce pas assez cher ! Il faut offrir aux citoyens plusieurs scénarios et leur donner la parole afin de faire le bon choix. Ce n'est pas dans la culture des ingénieurs de la SNCF qui, forts de leur supposée expertise, ont toujours raison.

Le CHU

Un communiqué du syndicat CFDT du CHU semble réduire les oppositions à l'implantation du CHU dans l'île de Nantes à une lutte entre les élus de Droite de la ville et ceux de Gauche. C'est très réducteur. Au sein du Conseil de développement, plusieurs membres ont rappelé les problèmes liés au choix du site, et surtout les coûts induits considérables qui ne sont pas pris en compte. Les problèmes de dépollution du site, les risques d'inondation minorés par de nouvelles analyses de l'administration, démentis par des experts incontestables, la question majeure des dessertes et donc les nouveaux transports en commun à mettre en place, tous ces problèmes ont été soulevés par des personnes indépendantes qui n'ont pas reçu réellement réponse des autorités.

Au sein du Conseil, ces questions qui fâchent servent de défouloir individuel. Certes, c'est déjà un premier pas, reste à savoir si les contributions des uns et des autres sont lues à l'extérieur. Je pense à ce sujet que le Conseil de développement a été trop silencieux pour ne pas dire plus sur ces questions et qu'il serait bon d'alerter les autorités sur nos interrogations et questionnements. Ne soyons pas trop timides en la matière et sachons nous faire entendre quand il y a désaccord.

La Loire

Un grand débat sur "La Loire et nous" a mobilisé nombre de membres du Conseil de développement. Sur ce sujet, des aménagements et de l'urbanisme de l'île, la disparition des voies ferrées semble compromettre à jamais la solution d'un franchissement à la pointe de l'île, solution défendue par des associations citoyennes, que ce soit via un pont, un transbordeur, un tunnel, un téléphérique. Tous ces beaux projets porteurs d'identité et de patrimoine sont enterrés par la mairie (élus et techniciens). Qu'avons-nous à dire ?

Il en est de même pour la question de l'avenir de l'estuaire. Nous avons la chance de disposer de la Brière au lac de Grandlieu d'une écharpe de terres basses et humides sans doute quasi unique en Europe. Ces terres sont classées et protégées par les directives européennes. Un projet de réserve nationale est à l'étude. Pour certains, il suffirait d'un parc régional. Mais pour beaucoup il faut conserver les pratiques anciennes de chasse, pêche et braconnage ! D'autres enfin envisagent, véritable serpent de mer, un nouveau franchissement du fleuve soit par tunnel soit par un pont. C'est la volonté exprimée par le nouveau président de région. Ici encore ne serait-il pas temps que le Conseil de développement, en accord avec les autres conseils du périmètre de l'estuaire, prenne position ?